|  |  |
| --- | --- |
| LOGO COLLECTIVITE | **N°**……………  **Arrêté portant nomination en vue d’exercer à titre accessoire les fonctions de…………………………**  M  Grade |

Le Maire (*ou le Président*) de ……………………………………………………………………………

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique,

Vu la délibération en date du ………créant la mission de ………………………… *(préciser les fonctions exercées dans le cadre de l’activité accessoire)* et portant inscription de la dépense au budget,

Considérant que M………………… est par ailleurs nommé *(e)* en qualité de …………………… *(indiquer le grade, la situation administrative et la rémunération de l’agent dans son activité principale)* auprès de …………… *(désigner la collectivité employeur à titre principal),*

Considérant que les fonctions exercées satisfont aux conditions fixées par la réglementation susvisée,

Considérant que …………………………*désigner l’autorité exécutive de la collectivité employeur à titre principal)* a autorisé M………………… à exercer une activité accessoire susvisée pour une période de ………………,

Considérant que les conditions d’emploi de M………………… ont été notifiées à ………………… *(employeur principal).*

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** M………………… (grade de l’agent) ……………est recruté (e) en vue d’exercer les fonctions de ……………………… (descriptif précis des fonctions) pour une durée hebdomadaire de …………… (indiquer le temps d’exercice des fonctions).

**ARTICLE 2 :** M………………… percevra, au titre des fonctions susvisées, une indemnité accessoire forfaitaire égale à ………….

**ARTICLE 3 :** Le Secrétaire Général (*ou le Directeur Général des Services*) est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l’Etat et notifié à l’agent.

Ampliation adressée :

- au Président du Centre de Gestion de la Charente

- au Comptable de la collectivité

Fait à………………………,

le……………………………

Prénom, Nom et qualité du signataire

|  |
| --- |
| Le Maire (*ou le Président*),  - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  - informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.  Ce recours peut être déposé sur l’application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)  Notifié le …………………………….  Signature de l’agent : |